

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD**

CONSULTATION N°2025-28

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)***

**MISSION D'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMO)
EN VUE DU SUIVI DU CONTRAT
D'EXPLOITATION MAINTENANCE
À L'HÔTEL DE POLICE DE LILLE (NORD)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉ.....	4
2.1 – Objet du marché.....	4
2.2 – Durée du marché.....	4
2.3 – Tranches.....	4
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....	6
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
4.1 – Pièces particulières.....	6
4.2 – Pièces générales.....	6
4.3 – Autres pièces particulières.....	6
4.4 – Environnement réglementaire.....	6
ARTICLE 5 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	7
5.1 – Obligation de confidentialité.....	7
5.2 – Respect des principes de la République.....	7
5.3 – Clause de sûreté.....	7
5.4 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	7
ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION.....	8
6.1 – Personnel du titulaire.....	8
6.2 – Convention collective applicable.....	8
6.3 – Droits et obligations du personnel.....	8
6.4 – Discipline.....	8
ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	8
7.1 – Clauses environnementales.....	8
7.2 – Clause d'insertion par l'activité économique.....	9
7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	9
ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES.....	9
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	9
ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	9
10.1 – Forme de prix.....	9
10.2 – Révision de prix.....	10
10.3 – Clause de sauvegarde.....	10
ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....	11
11.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	11
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	11
ARTICLE 12 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....	11
12.1 – Modalités de paiement du titulaire.....	11
12.2 – Envoi dématérialisé.....	12
12.3 – Délais de paiement.....	12
12.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises.....	12
12.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants.....	12
12.6 – Nantissement.....	13
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	14
13.1 – Généralités.....	14
13.2 – Application des pénalités.....	14
13.3 – Autres pénalités.....	15
13.3 – Avertissement.....	15
ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	16
14.1 – Modalités et obligations du titulaire.....	16
14.2 – Délais de préparation et d'exécutions.....	16
14.3 – Gestion informatisée des documents.....	16
ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	17
15.1 – Opérations de vérification.....	17
15.2 – Transfert de propriété.....	17
15.4 – Clause de réexamen.....	17
15.5 – Formalisation des modifications.....	17
15.6 – Évolution de la législation.....	18
ARTICLE 16 – RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....	18
17.1 – Force majeure.....	18
17.2 – Contestations et litiges.....	18
17.3 – Défaillance.....	18

17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL.....	19
ARTICLE 19 – CONDITIONS D’UTILISATION DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA).....	19
ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	19

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales, applicables (CCAG) aux marchés publics de prestations intellectuelles (PI) – texte en vigueur au 1^{er} avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022, s'appliquent au marché issu de la consultation n°2025-28.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n°2025-28 et déroge à certaines stipulations du CCAG-PI mentionné ci-dessus.

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, est un marché à tranches, passé sous une procédure adaptée (MAPA), en application des articles L2123.1 et R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉ

2.1 – Objet du marché

Le présent marché d'études, issu de la consultation n°2025-28, porte sur une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en vue du suivi d'un contrat d'exploitation-maintenance à l'hôtel de police (HP) de Lille, situé 19 rue de Marquillies. Il est composé de 7 bâtiments de type R+2 sur deux niveaux de sous-sols, abritant plusieurs services des forces d'ordre et de sécurité du ministère de l'Intérieur.

L'AMO s'engage sans réserve envers le maître d'ouvrage à exécuter la mission décrite aux conditions stipulées dans le CCTP.

Au titre de ce contrat, le titulaire doit optimiser le coût global de possession des installations et de la maintenance en pleine capacité qui lui sont confiées à travers son action quotidienne mais aussi en produisant un tableau de bord qui permette à la personne publique de décider de toutes actions qui conduisent à pérenniser ce patrimoine technique. Plus largement ce tableau de bord restituera le déroulement et l'exécution au fil de l'eau, de l'ensemble des prestations objet de ce contrat.

2.2 – Durée du marché

La tranche ferme (suivi du marché d'exploitation-maintenance multi-technique) du présent marché est conclue pour une durée ferme d'un an à compter de la date définie lors de la notification. Il est reconductible tacitement trois fois pour des périodes d'un an. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), 2 mois avant la date anniversaire de la date de démarrage des prestations. Toutefois, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période d'exécution en cours.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions.

La tranche optionnelle (renouvellement du marché d'exploitation-maintenance multi-technique) est conclue pour une durée de deux ans et ne pourra s'exécuter au-delà des quatre années de la tranche ferme.

La date de démarrage des prestations est précisée lors de la notification via la plateforme des achats de l'État (PLACE) pour la tranche ferme et à la notification de la décision d'affermissement sur PLACE pour la tranche optionnelle.

2.3 – Tranches

Le marché issu de la consultation n°2025-28 est composé de deux tranches, définies comme suit :

- Tranche ferme : mission d'AMO en vue du suivi d'un contrat d'exploitation maintenance à l'hôtel de police de Lille
- Tranche optionnelle : élaboration et suivi du document de consultation des entreprises (DCE) du prochain marché de maintenance multi-technique.

2.3.1 – Contenu de la mission en tranche ferme

1. Connaître et maîtriser l'ensemble des termes du marché d'exploitation-maintenance et toutes les prestations attendues ;
2. Contrôler et suivre la constante et bonne réalisation des prestations qui incombent au titulaire du marché d'exploitation-maintenance pour les principales installations techniques contenues dans le marché multi-techniques de l'HP Lille pour l'ensemble des installations suivantes :

- Chauffage ;
- Ventilation ;
- Climatisation ;
- Désenfumage (mécanique et manuel) ;
- Courant fort ;
- Courant faible ;
- Protection incendie, système de sécurité incendie (désactivation, suivi...) ;
- Plomberie, traitement d'eau, eau chaude sanitaire ;
- Ascenseurs ;
- Portes et portails automatiques ;
- Toitures terrasses ;
- Lignes de vie et points d'ancrage ;
- Menuiseries (et huisseries) des portes et fenêtres intérieures et extérieures ;
- Espaces verts.

A titre d'information, le titulaire du marché d'exploitation-maintenance doit principalement réaliser les prestations suivantes :

- maintenance préventive :
 - Niveau 1 : Réglages simples ;
 - Niveau 2 : entretien / maintenance du matériel ;
 - Niveau 3 : identification et diagnostic des pannes, garantie totale et renouvellement des équipements ;
 - Niveau 4 : travaux importants (excepté rénovation et reconstruction) :
 - la conduite, la surveillance, le réglage et l'équilibrage de l'installation ;
 - l'ingénierie de l'exploitation ;
 - la maintenance corrective ;
 - le maintien en sécurité et en conformité ;
 - l'assistance à l'organisme de contrôle ;
 - l'assistance à l'exploitant et le conseil ;
 - l'assistance pour le passage des commissions de sécurité ;
 - le nettoyage des locaux techniques ;
 - le suivi des levées de réserves et garanties contractuelles ;
 - toutes les prestations nécessaires au fonctionnement et à la pérennité des équipements ;
 - réalisation de différents compte-rendus, rapports hebdomadaires, mensuels et annuels ;
 - assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des différents marchés.
 - maintenance corrective :
 - celle-ci ne concerne que le niveau 4.
3. respect des procédures et des consignes du règlement intérieur en vigueur sur le site de l'hôtel de police de Lille.

2.3.2 – Contenu de la mission en tranche optionnelle

1. Accompagner les candidats du marché d'exploitation-maintenance lors de la visite du site ;
2. Assister le maître d'ouvrage dans le cadre du prochain marché d'exploitation-maintenance multi-technique. Le titulaire du marché issu de la consultation n°2025-28 devra rédiger les pièces techniques du dossier de consultation (CCTP et cadre de DPGF), et assistera le maître de l'ouvrage pour établir les critères de jugement et l'analyse des offres.

2.3.3 – Délais spécifiques d'éléments de mission de la tranche optionnelle

- Analyse des besoins : 1 mois ;
- Rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) : 1 mois ;
- Analyse des candidatures et des offres avant négociation compris questions/réponses : 1 mois à compter de la réception des offres ;
- Analyse des candidatures et des offres après négociation : 2 semaines ;
- État des lieux contradictoire et passation du marché : 1 mois dès notification du nouveau titulaire de la société de maintenance.

2.3.4 – Relais entre ancien et nouveau prestataire

À échéance du marché, le titulaire du présent marché procédera à la transmission des informations et des responsabilités techniques au titulaire du nouveau marché. La période de transition aura une durée maximale de six mois et celle-ci commencera à la notification du nouveau marché.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties signataires de chaque marché sont :

- d'une part, le pouvoir adjudicateur :
 - l'État ;
 - le représentant du pouvoir adjudicateur est monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord ;
 - la personne responsable de l'exécution du marché est le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI) ;
- d'autre part, l'opérateur économique : l'entreprise ou le mandataire d'un groupement d'entreprises signataires désigné dans les pièces du marché concerné sous le terme « titulaire ».
 - Pour effectuer la mission définie dans l'objet du marché, le titulaire doit posséder les compétences métiers nécessaires pour la bonne exécution des prestations.
 - Le titulaire du marché devra avoir fourni, lors du dépôt de son offre, les informations précises sur :
 - la structure de sa société, incluant le montant et la répartition de son capital social ;
 - l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales.Ces informations devront être remises à jour et communiquées chaque année à l'acheteur et figureront dans le bilan d'activité annuel.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 – Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et leurs annexes ;
 - annexe 1 : demande d'acceptation de sous-traitance ;
 - annexe 2 : cadre de décomposition des temps d'intervention ;
 - annexe 3 : cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.
 - annexe 4 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°2025-28) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°2025-28) ;
- les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiquées pendant la mise en concurrence, objet de la consultation n°2025-28.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. La signature de l'acte d'engagement emporte adhésion aux CCAP et CCTP et à l'ensemble des pièces contractuelles listées à l'article 4 du présent CCAP. Les originaux des documents, mentionnés ci-dessus, sont conservés par l'administration et font seuls foi.

4.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la remise de l'offre. Ils comprennent l'ensemble textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifié ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-28, notamment le CCAG-PI mentionné à l'article 1.1 du présent document.

4.3 – Autres pièces particulières

- le mémoire technique fourni par le titulaire l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitances et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché concerné.

4.4 – Environnement réglementaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

NOTA : les pièces générales, bien que non jointes à la consultation n°2025-28, sont réputées connues des titulaires des marchés, issus de cette même consultation, et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 5 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

5.1 – Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-PI, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Les marchés issus de la consultation n°2025-28 présentent un caractère confidentiel.

5.2 – Respect des principes de la République

Le titulaire du marché s'engage à respecter et à faire respecter par les agents les principes de la République conformément à l'article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

5.3 – Clause de sûreté

• Contrôle de la liste nominative du personnel

L'exécution des prestations nécessitent l'accès à un site du ministère de l'Intérieur.

L'entreprise qui effectue les prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site concerné (personnel du titulaire, de ses co-traitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, 14 jours avant la date de démarrage des prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché, l'entreprise concernée signalera à l'administration tout changement de personne au moins 48 heures à l'avance. L'entrepreneur concerné ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

• Conditions d'accès aux sites sécurisés

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilité par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-PI, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux des sites du ministère de l'Intérieur et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux co-traitants et sous-traitants.

5.4 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est responsable de l'application de la réglementation du travail, du respect des règles d'hygiène, de sécurité et de la réglementation en vigueur.

Dès la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire concerné doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'ils ont ou non l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il doit certifier que ces salariés sont, ou seront, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire de chaque marché le remplacement d'un de ses membres du personnel affecté qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION

6.1 – Personnel du titulaire

Le titulaire recrute ou affecte au fonctionnement du service le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, en nombre et en qualification.

Compte tenu du caractère spécifique des bâtiments propres aux sites du ministère de l'Intérieur, le personnel devra recevoir l'agrément **préalable** de l'administration.

Le personnel devra être employé conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. Le titulaire est notamment tenu d'appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de sécurité sociale et législation du travail.

L'administration pourra faire effectuer toutes les vérifications qu'elle jugera nécessaire.

6.2 – Convention collective applicable

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises en vigueur.

Le titulaire communique au responsable du site du ministère de l'Intérieur la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

6.3 – Droits et obligations du personnel

Le titulaire veille à l'application stricte des règles relatives à l'hygiène du personnel, particulièrement en période d'urgence sanitaire

Le titulaire prend la responsabilité du suivi médical correspondant en soumettant le personnel à une visite médicale obligatoire selon la fréquence réglementaire pour constater son aptitude médicale à l'exercice du service.

Le titulaire fournit au personnel une tenue vestimentaire adaptée à ses fonctions ainsi que tout le nécessaire pour satisfaire aux obligations précitées.

6.4 – Discipline

Le titulaire et son personnel devront se conformer au règlement de service propre à chaque structure du ministère de l'Intérieur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander, dans le cadre des procédures imposées par le code du travail et la convention collective, le déplacement des agents qui se seraient rendus coupables de fautes dans l'exécution du service.

Le titulaire porte à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur la totalité des éléments d'information en sa possession, relatifs aux fautes commises et à leur(s) auteur(s).

ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, les conditions d'attribution et d'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-28, comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

7.1 – Clauses environnementales

Le titulaire du marché devra s'efforcer, sur site et / ou en amont du site, de préserver l'environnement, par exemple par les mesures d'ordres suivantes :

- la gestion et la valorisation des déchets (notamment en termes de tri et de recyclage) ;
- la composition d'un parc automobile dédié (utilisation de véhicules plus vertueux) ;
- l'utilisation de produits garantis non néfastes pour l'environnement (écolabels européens / certifications écolabels).

Dans son mémoire technique, le titulaire fournira les engagements qu'il prendra dans le cadre du marché sur l'ensemble des points cités ci-dessus et pourra proposer des mesures complémentaires.

7.2 – Clause d’insertion par l’activité économique

L’acheteur incite le titulaire à engager des démarches d’insertion par le statut scolaire et/ou par l’activité économique.

7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires

Dans le cadre de l’amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, le ministère de l’Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d’harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur incite l’ensemble des titulaires à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences du label RFAR et de la charte RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s’engage à informer le ministère de l’Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFAR, puis le dépôt d’un dossier de candidature au label susmentionné et de l’éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le CNA vous accompagnera dans cette démarche. Pour plus d’informations, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés, du fait de l’exécution du marché, au personnel ou aux biens du :

- pouvoir adjudicateur par le titulaire sont à la charge du titulaire ;
- titulaire par le pouvoir adjudicateur sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu’il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l’égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution de celui-ci, qu’il est titulaire de ces contrats d’assurances, au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie conformément à l’article 9 du CCAG-PI.

À tout moment durant l’exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d’assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

10.1 – Forme de prix

Les prestations du marché sont rémunérées sur la base d’un montant global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l’exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché en montants hors taxe.

La TVA applicable aux prix du marché issu de la consultation n°2025-28 est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d’un taux de taxe sur la valeur ajoutée, le nouveau taux s’appliquera de fait sur l’ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

Les prix du marché sont détaillés dans le cadre de décomposition des prix global et forfaitaire (annexe 3 à l'acte d'engagement).

10.2 – Révision de prix

Les prix des marchés issus de la consultation n°2025-28 sont réputés sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » Mo. Il est précisé à l'acte d'engagement.

La révision des prix interviendra une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations de chaque marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter une révision de prix exceptionnelle en application des indices ci-dessous, dans le cas où la conjoncture serait susceptible de bouleverser l'équilibre économique du marché.

L'application de cette révision exceptionnelle sera appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur en tenant compte d'éléments mesurables et quantifiables fournis par le titulaire.

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché régis par le présent CCAP, est le suivant :

	Indices de références	Intitulés des indices
A	IPP – Indice 10766536	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 71.1 - Services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes

Les prix seront révisés par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 \times \frac{A_n}{A_o})$$

avec

P_n : prix révisé, hors TVA.

P_o : prix au mois Mo, hors TVA.

A_n : valeur du dernier indice définitif et publié à la date anniversaire du début des prestations.

A_o : valeur de l'indice de référence à la date d'établissement des prix au mois Mo.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale supérieure.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr à la date anniversaire de la notification du marché.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant, ainsi que le BPU et le cadre de DPGF révisés.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début de prestations du marché, sous réserve de validation du bureau des marchés publics du SGAMI Nord.

10.3 – Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 4% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT

11.1 – Retenue de garantie – cautionnement

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

11.2 – Avance et remboursement de l'avance

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, si le montant du marché excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30%) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par le titulaire atteint ou dépasse 50% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € HT susvisé et si le délai des prestations est supérieur à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 25% du montant des prestations sous-traitées et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 12 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

12.1 – Modalités de paiement du titulaire

La facturation est mensuelle.

Chaque facture doit mentionner, au minimum, les indications suivantes :

- la référence du marché (numéro d'EJ et objet) ;
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

Il est rappelé que le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché concerné doit **obligatoirement** figurer sur la facture. Toute facture qui ne comportera pas le numéro EJ ne pourra pas être traitée et sera retournée au titulaire

pour modification.

12.2 – Envoi dématérialisé

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-PI pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisant le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant de la plateforme CHORUS : MI5PLTF059
SIRET : 11 000 201 100 044

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version PDF, cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

12.3 – Délais de paiement

Sur la base des factures reçues du titulaire du marché, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Seul l'horodatage Chorus Pro fait foi.

Passé ce délai, des intérêts moratoires seront dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40,00 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

12.4 – Rémunération en cas d'un groupement d'entreprises

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entreprises groupées ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entreprises et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entreprises groupées conjoints, les prestations exécutées par chacun d'eux font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation, est fait pour chaque lot du marché et faisant l'objet d'un paiement individualisé.

12.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'utilisation du formulaire DC4 est recommandée (disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir, adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé.

Le titulaire s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.

Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

12.6 – Nantissement

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article R.2193-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

13.1 – Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération ne sera appliquée pour les pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 €.

13.2 – Application des pénalités

Les pénalités, listées dans le présent article, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-PI.

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire sur les conséquences indirectes des prestations (non ou mal exécutée).

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo-frigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

En cas de non-respect des dispositions au CCAP il sera fait application des pénalités suivantes :

Événement	Valeur attendue	Montant de la pénalité
Respect de la planification des volumes d'heures mensuels contractuels	Absence d'un personnel de l'équipe au poste de travail prévu au contrat	100,00 € / heure entamée
	Absence du responsable de site prévu au contrat	150,00 € / heure entamée
Respect des prestations prévues au marché	Non réalisation de prestations prévues au marché	1 000,00 € / réclamation
Respect des procédures et consignes du règlement intérieur	Non application des procédures et consignes (ne portant pas atteinte à la sûreté du site : biens et personnes)	200,00 € / réclamation
	Non application des procédures et consignes (portant atteinte à la sûreté du site : biens et personnes)	1 000,00 € / réclamation
Délais	Retard (supérieur à 7 jours) dans la transmission de documents (convocations, ordre du jour, compte-rendu)	30,00€ par jour calendaire
	Retard dans le retour de validation de devis	50,00 € par jour calendaire 100,00 € par jour calendaire pour une intervention urgente
	Retard (supérieur à 7 jours) dans la communication d'un compte rendu suite à la vérification de l'ensemble des bâtiments	50,00 € par jour calendaire
	Retard dans la réalisation de l'état des lieux contradictoire entre le titulaire du marché d'AMO issu de la consultation 2021-63 et le titulaire du futur marché issu de la consultation 2025-28	100,00 € par jour calendaire
	Retard dans la réalisation de l'état des lieux contradictoire entre le titulaire du marché multitechnique actuel et le titulaire du futur marché	100,00 € par jour calendaire

Événement	Valeur attendue	Montant de la pénalité
Respect de la planification des volumes d'heures mensuels	Absence d'un personnel de l'équipe au poste de travail prévu au contrat	100,00 € / heure entamée

contractuels	Absence du responsable de site prévu au contrat	150,00 € / heure entamée
Respect des prestations prévues au marché	Non réalisation de prestations prévues au marché	1 000,00 € / réclamation
Respect des procédures et consignes du règlement intérieur	Non application des procédures et consignes (ne portant pas atteinte à la sûreté du site : biens et personnes)	200,00 € / réclamation
	Non application des procédures et consignes (portant atteinte à la sûreté du site : biens et personnes)	1 000,00 € / réclamation
Absences réunions	Absence du responsable du site à la réunion hebdomadaire	250,00 € / absence
	Absence du responsable du site/responsable secteur/responsable d'agence à la réunion mensuelle	750,00 € / absence
Administratif	Non rédaction et/ou absence de mise à jour des documents de travail (procédures/consignes/fiches réflexes)	500,00 € / semaine
	Non transmission de documents demandés par l'administration	50,00 € par jour calendaire

13.3 – Autres pénalités

En plus des pénalités listées à l'article 13.2 du présent document, la personne publique sera particulièrement vigilante sur les points suivants relatifs aux retards :

- de réponse d'une sollicitation de la personne publique entraînera une pénalité de 50 € par jour de retard.
- dans l'envoi des documents relatifs aux réunions, à savoir convocations, ordre du jour, compte-rendu, une pénalité de 30 € par jour de retard pourra être appliquée.
- dans le retour de validation des devis : une pénalité de 50€ par jour de retard pourra être appliquée, 100 € en cas de devis d'intervention signalée comme urgente.
- le retard de communication d'un compte rendu suite à la vérification de l'ensemble des bâtiments des sites entraînera une pénalité de 50 € par jour de retard.
- dans le retard pris dans la réalisation de l'état des lieux contradictoire entre le titulaire du marché d'AMO issu de la consultation 2021-63 et le titulaire du futur marché issu de la consultation 2025-28 entraînera une pénalité de 100 € par jour de retard.
- dans le retard pris dans la réalisation de l'état des lieux contradictoire entre le titulaire du marché multitechnique actuel et le titulaire du futur marché entraînera une pénalité de 100 € par jour de retard.

Pour les pénalités non listées ci-avant, les dispositions du CCAG-PI s'appliquent.

13.3 – Avertissement

Dans le cas de prestations non conformes ou lors de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par courrier postal ou par courriel afin de remédier aux non-conformités constatées. Si, dans un délai raisonnable, le titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant du pouvoir adjudicateur, ou un tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles 36 à 42 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les redevances correspondantes.

ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

14.1 – Modalités et obligations du titulaire

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans l'ensemble des documents de la consultation n°2025-28 ainsi que dans le CCAG-PI.

Les chefs de service responsables des locaux arrêtent en accord avec le représentant du prestataire, les conditions pratiques de la réalisation des prestations.

Le titulaire nomme un référent pour la réalisation de la prestation.

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations dues ainsi qu'aux conditions et objectifs définis.

Le titulaire devra se conformer aux moyens et à l'organisation détaillée annoncés dans son offre de prix.

La bonne exécution des prestations dépendant d'une part du spécialiste chargé de la conduite des prestations, d'autre part de la composition de son équipe d'intervenants, le titulaire a obligation de maintenir en place le spécialiste et les membres de l'équipe pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Le remplacement en cours de marché de la personne désignée par le titulaire est proscrit, sauf dans le cas où la personne ne serait plus en mesure de remplir sa fonction. Dans ce cas, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage par lettre recommandée et prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations. A ce titre, il est fait obligation au titulaire de désigner dans les quinze (15) jours suivant l'envoi du courrier ci-dessus de présenter un remplaçant de même niveau (qualification & expérience). Si ce remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose du même délai pour une nouvelle proposition.

A défaut de désignation dans les délais indiqués, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire s'interdit d'accepter des tiers avec lesquels l'exécution du marché le mettra en rapport toute autre mission s'y rapportant.

14.2 – Délais de préparation et d'exécutions

Le délai d'exécution des prestations de la tranche :

- ferme est d'une année, reconductible trois fois pour une période d'une année supplémentaire ;
- optionnelle est de deux années.

14.3 – Gestion informatisée des documents

Il appartient au titulaire de se doter des moyens informatiques permettant au maître d'ouvrage de disposer des documents lisibles aux formats suivants (Logiciels ou convertisseur) :

- Pour les fichiers graphiques : Formats DWG et PDF ;
- Pour les fichiers textes et tableaux : Formats LIBRE OFFICE et PDF ;
- Pour les calendriers : Formats MPP sous PROJECT 2003, LIBRE OFFICE et PDF.

Le titulaire remettra, entre autre, tous ses documents sous format informatisé.

Nota : tous les documents transmis et plus particulièrement les documents définitifs seront sans aucune protection ni verrouillage, ils seront libres de reprises par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

15.1 – Opérations de vérification

Pendant toute la durée du présent marché, les prestations du titulaire seront scrupuleusement contrôlées et suivies par le(s) représentant(s) désigné(s) du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire appel à une société spécialisée afin d'assister le représentant désigné.

Ces contrôles sont destinés à vérifier que les prestations correspondent aux stipulations fixées au marché, et selon les normes législatives et techniques en vigueur sur le territoire français.

Il sera fait application des dispositions des articles 28 et 29 du CCAG.PI

15.2 – Transfert de propriété

L'article L. 2194-1 du code de la commande publique s'appliquera lorsqu'un nouveau titulaire remplacera le titulaire initial du marché dans un des cas prévus à l'article R. 2194-6.

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du titulaire.

Le transfert de propriété se matérialisera par un acte modificatif signé par les parties.

Plus largement, en cas de modifications affectant le titulaire, celui-ci transmettra au pouvoir adjudicateur :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire ;
- les attestations d'assurance.

Si les modifications définies ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution du marché (insuffisance des capacités du nouveau titulaire notamment), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché selon l'article 37 du CCAG-PI.

En cas de changement de représentant du pouvoir adjudicateur, notamment dans le cadre d'une transformation de l'entité juridique (changement de nom, fusion avec d'autres administrations...), le titulaire du marché aura l'obligation de poursuivre les prestations, services dans les mêmes conditions techniques et économiques que le présent marché. Une modification ou mise au point de marché stipulant la nouvelle organisation de compétence administrative sera établie.

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un acte modificatif entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si le représentant du pouvoir adjudicateur ne décide pas la résiliation.

15.4 – Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours de marché. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisée par un acte modificatif au marché.

15.5 – Formalisation des modifications

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent marché, devra respecter le code de la commande publique (articles R.2194-1 à R.2194-10) et être actée par un acte modificatif.

Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent marché, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif.

15.6 – Évolution de la législation

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer. Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 40 du CCAG PI.

En complément à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché peut être également résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période d'essai d'un an et, à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien

Dans le cadre d'une résiliation pour faute notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

17.1 – Force majeure

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

17.2 – Contestations et litiges

En cas de problème conséquent aux services et afin de prévenir d'un contentieux, l'entreprise est invitée, pour toute question ou règlement amiable à mettre en place une médiation en saisissant directement le bureau des marchés publics via la boîte fonctionnelle : sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché relèvent du tribunal administratif de Lille.
En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62 039
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

17.3 – Défaillance

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par notification avec accusé de réception sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 37 du CCAG-PI.

17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire

dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL

Le titulaire de chaque marché est tenu à une obligation générale de conseil, d'information et de mise en garde, sur le périmètre contractuel, notamment sur les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sûreté des personnes, des biens ou des informations et d'indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

ARTICLE 19 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

L'attention des titulaires des marchés, issus de la consultation n°2025-28, est attirée sur l'obligation de déclarer l'usage éventuel des outils d'IA (nom de l'outil) pour l'exécution du marché qui les concerne et de déclarer les données utilisées dans l'usage du process IA. Il est tenu d'informer l'acheteur public de tout nouvel usage significatif de l'IA.

Les titulaires sont responsables de la conformité et de l'exactitude des livrables.

À ce titre, il est tenu de conserver une traçabilité des décisions ou actions automatisées.

L'usage de l'IA ne peut être invoqué pour exonérer les titulaires de leurs obligations contractuelles ou légales.

Chaque titulaire s'engage à ne pas divulguer les données ou méthodes sensibles de l'acheteur public, y compris celles utilisées ou générées par l'IA.

L'usage de l'IA doit être conforme au Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées du présent acte sont apportées aux articles correspondants du CCAG-PI.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022
<ul style="list-style-type: none">• 4.1• 5.3• 10.2• 10.3• 13.1• 13.2• 13.3	<ul style="list-style-type: none">• 4.1• 19• 10.2.3.• 38• 14 ; 14.1.3• 14.1 ; 14.2• 27